Maputo : des déplacés de guerre invisibles ?

Jeanne Vivet, Université Paris X, allocataire monitrice, Doctorante en géographie, Laboratoire Gecko. jeanne.vivet@gmail.com

NB : Cette communication s'appuie sur des recherches en cours, un doctorat de géographie portant sur le lien entre migrations forcées et citadinisation à Maputo et Luanda.

Résumé :

Cette communication se propose d'analyser la relative « invisibilité » des deslocados (déplacés de guerre) à Maputo au Mozambique. Cette invisibilité à la fois statistique, politique et territoriale pose des enjeux scientifiques et méthodologiques. Quel statut donner à l'invisible et comment l'appréhender sur le terrain ? En géographie, la notion d'invisible peut être entendue à deux niveaux distincts. Elle signifierait d'abord ce qui, dans l'espace, serait difficilement perceptible car non aisément distinguable. Ainsi des migrants dispersés à l'échelle d'une ville sont moins visibles que des étrangers regroupés dans un quartier « ethnique », à l'instar d'un « Chinatown ». L'invisible renverrait ensuite également à ce qui n'aurait pas de représentation normée dans une société donnée, ni d'organisations chargées de les représenter. Quels sont les enjeux méthodologiques d'une telle situation pour le chercheur ? Comment aborder ces anciens déplacés sur le terrain ? L'invisibilité est-elle le signe d'une intégration urbaine ou « assimilation » réussie ? Ou au contraire faut-il l'analyser comme une manifestation de leur « oppression » ? Dire l'invisible peut être un acte positif : le chercheur peut devenir un moyen de faire entendre la voix des déplacés, « oubliés de l'histoire », qui n'avaient pas la possibilité de le faire. Mais l'engagement du chercheur à révéler et dire l'invisible peut aussi le guider vers la volonté de le taire, afin de ne pas nuire à un individu ou à un groupe.

Introduction

Il s'agit bien d'un paradoxe, voire d'une provocation que de présenter les « déplacés » comme une population « invisible ». En effet, la guerre civile (1976-1992) a entraîné le déplacement forcé de plus de 5 millions de personnes[1] (1, 5 M de réfugiés et 3,5M de déplacés internes) pour une population totale de 15 millions d'habitants. Plus du tiers de la population mozambicaine se trouvait donc déplacée à la fin de la guerre ! Par ces chiffres, on comprend tout de suite l'ampleur et la gravité de ce phénomène migratoire. La guerre avec les migrations qu'elle a entraînées a bouleversé la répartition de la population et a contribué à l'augmentation de la population urbaine (cf. figure 2) ; les villes, moins touchées par la guerre, ont fonctionné comme des lieux refuges. La croissance des grandes villes et en particulier de Maputo, la capitale, a été exponentielle à la fin des années 1980.

Mon étude porte sur ces déplacés qui se sont réfugiés en ville. Pourquoi et comment parler d' « invisibilité » alors, qu'à l'échelle du pays, il s'agit de millions de personnes ? Les déplacés en ville sont souvent assez dispersés et ne disposent que de peu d'assistance, à l'inverse des déplacés ou réfugiés dans les camps qui sont regroupés et souvent plus visibles médiatiquement et politiquement. Dans les discours journalistiques et humanitaires, le déplacé est dans un camp et rarement en ville. Ces déplacés urbains, aux parcours fluides et

[1] Selon l'Institut national de statistiques mozambicain : 14, 762 millions d'habitant.

complexes, sont mal connus et bien souvent assimilés à la masse des migrants ruraux qui affluent dans les villes du sud.

En quoi cette notion d'invisible est-elle opératoire pour mieux comprendre la société mozambicaine et les rapports de force qui la traversent ? D'autre part, en quoi l'analyse de l'invisibilité des déplacés permet d'amorcer une réflexion sur la distinction théorique entre migrants forcés et migrants économiques ? En géographie, la notion d'invisible peut être entendue à deux niveaux distincts. Elle signifierait d'abord ce qui, dans l'espace, serait difficilement perceptible car non aisément distinguable. Il n'y aurait donc pas de constructions territoriales spécifiques des *deslocados*, pas de différences évidentes permettant de les distinguer des autres citadins. La dispersion est aussi un élément de leur invisibilité. En effet, des migrants dispersés à l'échelle d'une ville sont moins visibles que des étrangers regroupés dans un quartier « ethnique », à l'instar d'un « Chinatown ».
A un autre niveau, l'invisible renvoie également à ce qui n'aurait pas de représentation normée dans une société donnée, ni d'organisations chargées de le représenter. C'est donc une dimension à la fois politique et identitaire qui s'exprime dans l'espace public, au sens métaphorique du terme.
A Maputo, il semble que cette invisibilité se décline à plusieurs niveaux, puisqu'elle est à la fois statistique, territoriale et politique. Quel statut donner à l'invisible, comment l'analyser et comment l'appréhender sur le terrain ? Quels sont les enjeux méthodologiques d'une telle situation pour le chercheur ? L'invisibilité est-elle le signe d'une intégration urbaine ou « assimilation » réussie ? Ou au contraire faut-il l'analyser comme une manifestation de leur « oppression » ? Une fois ces aspects analysés, il convient de s'interroger sur les spécificités des *deslocados* par rapport aux autres citadins. En quoi se distinguent-ils, sont-ils visibles des autres migrants ?

I. Une invisibilité qui se décline à plusieurs niveaux

1. Le flou statistique : une population mal connue et difficilement appréhendable

Juridiquement, les déplacés internes (IDP, *internally displaced persons* dans le jargon du Haut Commissariat aux Réfugiés, HCR), exilés dans leur propre pays, ne bénéficient pas du statut de réfugié. Ils n'ont aucun statut légal et ne se voit accordée qu'exceptionnellement une aide matérielle. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1990 que les Nations Unies prirent officiellement en compte l'ampleur de ce phénomène[2], mais les IDP constituent, parmi l'ensemble des personnes déplacées, une catégorie particulièrement vulnérable. De manière générale, les études sur les déplacés sont nettement moins nombreuses que celles sur les réfugiés. L'invisibilité des déplacés à Maputo est à la fois statistique, car il n'existe aucune estimation du nombre de déplacés arrivés à Maputo, et officielle, car ils n'ont jamais reçu de statut particulier.

Il est courant de rappeler qu'il faut toujours garder une certaine distance et faire une analyse critique des sources statistiques disponibles, surtout dans certains pays africains où les manipulations des chiffres à des fins politiques sont des pratiques courantes. Mais à cette difficulté, somme toute classique, à laquelle le chercheur doit être attentif, s'en ajoute une autre, celle des lacunes en données numériques sur le nombre de déplacés et en particulier de déplacés urbains. Ce problème est assez courant dans les *refugee studies*, car l'estimation quantitative de ces populations est très difficile (Zetter, 1988 : 2 ; Cambrézy, 2001). On éprouve déjà des difficultés à recenser les réfugiés rassemblés au sein d'un camp, on peut

[2] NATIONS UNIES. (2000) *Les réfugiés dans le monde : cinquante ans d'action humanitaire*, Genève-Paris, Éd. Autrement.

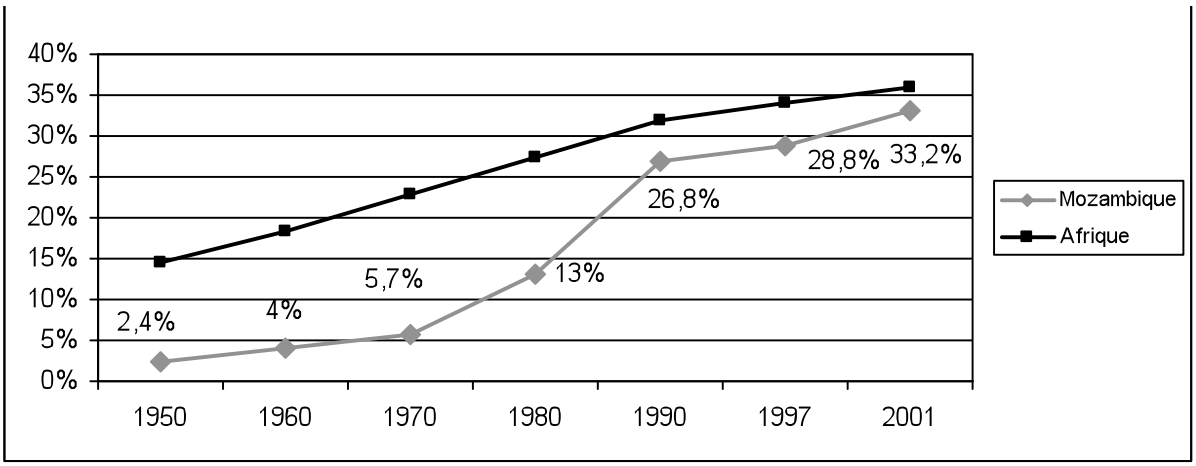
alors se demander s'il est seulement possible de les dénombrer à une échelle plus vaste. Il s'agit d'une population mobile, d'un accès difficile au plus fort des conflits et souvent limité par la suite pour des raisons politiques. Ainsi, les estimations officielles ne fournissent aux professionnels de l'humanitaire et aux chercheurs que des ordres de grandeur, susceptibles d'être parfois très éloignés des réalités du terrain. Les déplacés internes constituent une catégorie dont le dénombrement précis est d'autant plus difficile à établir que les gouvernements portent souvent une lourde responsabilité dans l'origine des déplacements ou s'avèrent incapables de les maîtriser. Les manipulations ne sont pas nécessairement délibérées, car il existe de réelles difficultés pour établir ces statistiques, compte tenu de l'importance et de la variabilité des flux dans le temps, ainsi que de la soudaineté des déplacements.

Figure 1: Dénombrer les *deslocados*, le casse-tête statistique

Sources	**Nombre de *deslocados***	**Nombre de réfugiés**	**Nombre total**	**Date d'évaluation**
Institutions				
CAMIRDE A	5 M	1, 5 M	6,5 M	1994
OIM			7 M	1993
Gouvernement	4 M	1,7 M	5,7 M	1995
United Nations	4,6 M	1 M	5,6 M	1989
World refugee survey	3,5 M	1,7 M	5,2 M	1993
INE	3,5 M	1,5M	5 M	1992
Gouvernement	3,7M	2 M	5,7 M	2005
DPCCN/RGP	2 M	1,5M	3,5M	1991
Chercheurs/journalistes				
Alex Vines	4,3 M	1,9M	6,2M	1990
R. Ansah Ayisi	4,7 M	1 M	5,7 M	1990
Pereira	2 M			1992

Un coup d'œil rapide sur ce tableau indique d'emblée la confusion et l'incertitude qui prédominent sur ce sujet. Les estimations varient en effet entre 3,5 millions et 7 millions, soit du simple au double ! Or ces deux chiffres proviennent d'institutions censées être les mieux informées : l'Office International des Migrations (OIM), chargé du rapatriement, et la DPCCN (département de prévention et de combat des calamités naturelles), chargée de l'accueil des *deslocados* dans les districts ruraux. Comment expliquer de telles divergences ? Les dates d'évaluation diffèrent, les difficultés matérielles nombreuses, mais aussi le fait que la DPCCN ne compte pas les centaines de milliers de personnes installées dans les banlieues des grandes villes qui n'ont reçu aucune aide. Ces *deslocados* urbains n'ont été « enregistrés » nulle part, ce qui laisserait supposer qu'ils sont plus de deux millions au moins. Les divergences de définition sont une autre raison de ce flou statistique : les *afectados* (personnes affectées par le conflit), les *deslocados* et les *refugiados* (réfugiés) ne sont pas définis selon les mêmes critères par l'OIM, le gouvernement ou les chercheurs. La définition officielle des *deslocados* ne prend en compte que ceux installés dans un centre.

Figure 2 : Evolution du taux d'urbanisation au Mozambique



Source : INE

Les difficultés méthodologiques ne suffisent pas à expliquer les divergences entre les estimations : les discours sont sans cesse discordants. Dans la littérature, il apparaît clairement que la guerre a entraîné une urbanisation accélérée du pays (Oppenheimer, 2001 ; Araujo, 2003), mais les rapport des institutions (OIM ou HCR) expliquent que les déplacés sont majoritairement repartis dans les zones rurales. Ce hiatus est révélateur d'enjeux politiques et idéologiques contradictoires. Il existe toujours une part de manipulation de la part des autorités qui peuvent souhaiter minimiser ou dramatiser la situation. Les statistiques et leur comptabilité renvoient plus largement à une question politique : volonté ou non de compter. À quelles fins ? Aider et assister, comme ça a été le cas d'une partie des déplacés urbains en Colombie (Merteens, 2001) en Angola où une minorité des déplacés ont été comptés (Robson et Roque, 2001), en Côte d'Ivoire (Richemont : 2006) ou bien mener des politiques plus ou moins discriminatoires.

Au Mozambique, les déplacés urbains n'ont jamais fait l'objet de politiques claires de la part des autorités urbaines, qui ont oscillé entre « laisser-faire » et répression à leur égard, condamnant leur installation spontanée sur des terrains jugés non constructibles. De nombreux articles dans la presse (entièrement contrôlée par l'Etat d'obédience marxiste-léniniste) traitent du problème des constructions désordonnées des déplacés[3]. C'est de ce problème « urbanistique » qu'est venue la prise de conscience de la nécessité de recenser ces personnes. Dans la presse de ces années, un seul article évoque la nécessité de prendre des mesures globales vis-à-vis des déplacés à Maputo et de les comptabiliser, mais finalement rien n'est fait[4]. Or à cette époque, le parti du Frelimo (Front de libération mozambicain) contrôlait et surveillait efficacement la population par l'intermédiaire des chefs de quartier. Les mouvements de population, en particulier les flux ville-campagne, étaient contrôlés. Chaque citoyen devait se présenter aux responsables politiques lors de son arrivée dans un quartier[5]. On est donc loin d'une situation d'anarchie et de désorganisation totale dans les quartiers de la capitale, même si l'accentuation de la guerre dans les années 1980, entraînant un afflux de population dans les villes a rendu de plus en plus difficile tout contrôle. Le

[3] *Noticias,* articles du 26/03/1988: "Na zona suburbana, Disciplinar construção de casas.", article du 06/04/1988: "Construção desordenada, Governo da cidade na procura de soluções", 23/04/1988: "no DU 4, procuram-se formas de auxilio aos *deslocados*", 3/06/1989 : « Migração campo-cidade : um fenómeno social que desorganiza a cidade », etc.
[4] *Noticias,* article du 4 août 1988: "Comissão procura soluções para *deslocados*"
[5] Et présenter un *guia de marcha*, document officiel sur lequel était indiqué son statut civil, son travail, son lieu de résidence et l'autorisation de quitter sa zone de résidence.

contrôle et le recensement global des déplacés en ville n'ont jamais été effectifs, car ils ne se sont jamais inscrits dans une réelle politique d'assistance et prise en charge des victimes. Les ONG sont très peu intervenues en milieu urbain et leur action a été éclatée, ne permettant pas la collecte de données. Un seul centre d'accueil a été installé dans des entrepôts à Xipamanine[6], accueillant quelques dizaines de familles alors que des dizaines de milliers de personnes arrivaient chaque mois.

Comment appréhender ces anciens déplacés lorsque officiellement et statistiquement, ils n'existent pas. Il est nécessaire pour le chercheur de pouvoir quantifier le phénomène qu'il analyse, d'obtenir des informations lui permettant de cadrer son propos. Les photos aériennes à l'échelle d'une ville sont un outil utile pour évaluer approximativement la croissance urbaine. On peut ainsi comparer des photos prises avant et après la guerre[7], afin d'estimer la croissance, évaluer les impacts sur le paysage urbain et les changement advenus dans l'occupation du sol.

Photographies aériennes : la densification du quartier Urbanização

Si les photographies aériennes sont très parlantes pour ce quartier « Magude » constitué pendant la guerre, la croissance est moins visible dans d'autres quartiers où les déplacés sont plus dispersés.

2. La dispersion : une invisibilité territoriale

Un autre élément de la relative invisibilité des *deslocados* à Maputo réside dans le fait qu'il n'y pas eu ou presque de quartiers de *deslocados* : on constate en effet une forte dispersion spatiale à l'échelle de l'agglomération. On rejoint ici la problématique des réfugiés urbains (Jacobsen, 2006) dont la présence est beaucoup plus diffuse. Cet élément présente des difficultés méthodologiques et explique en partie le fait que les études portant sur les réfugiés urbains sont relativement récentes (dans les années 2000) et peu nombreuses en comparaison de la littérature existante sur les camps (Landau, 2004 : 2), (Le Houérou, 2004 :107). Les déplacés étant très dispersés à l'échelle de l'agglomération, la situation est très différente de celles des réfugiés placés dans les camps et physiquement mis à l'écart des villes. *« Ces*

[6] *Noticias,* article du 26/09/1988 : « *Deslocados* de guerra no bairro do Xipamanine »

[7] DINAGECA, *Fotografias Aéreas da Cidade de Maputo*, escala 1/10.000~1/20.000, 1966/1982/1991/1996.

regroupements favorisent leur visibilité et leur médiatisation, ainsi que leur forte politisation, voire militarisation... » écrit M. Fresia à propos des réfugiés mauritaniens au Sénégal. (Fresia, 2005 : 31).

Les camps et les sites ressemblent à des enclaves : spatialement délimités, ils sont en retrait des autres zones d'habitation. Ils rassemblent autant qu'ils séparent : ils isolent ces population déplacées de la population d'accueil et ils regroupent les populations réfugiées à l'intérieur. De plus, dans les camps, les déplacés bénéficient d'aide humanitaire, ce qui n'est pas le cas en ville ou très peu. Il y a plus qu'une simple différence entre espace rural et espace urbain. Certains déplacés restent pendant des années dans des camps ou des sites (comme les Mozambicains installés dans les camps ruraux zambiens (Lassailly-Jabob, 2002) ou les Palestiniens dans les camps urbains de Beyrouth (Mauriat, 2001). Ces installations deviennent durables, mais leurs hôtes sont acceptés de façon temporaire.

Spatialement, l'insertion résidentielle dépend des réserves foncières disponibles au sein de l'espace urbain. Des facteurs géographiques locaux peuvent se révéler parfois lourds de conséquences : si les déplacés ne trouvent pas où s'installer en ville, ou si on les « parque » dans de grands espaces vacants en périphérie. Sans faire de déterminisme, de cette localisation découlent pour une part le degré de relations avec le reste de la population et le repli sur soi. Le lieu d'installation en ville des *deslocados* dépend des modalités de leur arrivée, de leurs réseaux et de la gestion des pouvoirs publics. A Maputo, les pouvoirs publics n'ont pas mis un espace d'accueil à la disposition des *deslocados*. Ils n'avaient pas l'autorisation de construire leurs maisons en dur, car leur installation en ville était considérée comme temporaire. Même plusieurs années après la guerre, certains ont subi des pressions pour qu'ils rentrent dans leur zone d'origine, à la campagne. Si les gouvernements luttent parfois contre les formes d'installation spontanées, c'est parce qu'elles peuvent conduire à l'intégration *de facto* des réfugiés dans le pays d'asile ou des déplacés dans leur propre pays. Ces populations sont moins facilement contrôlables. Dans les villes, les populations déplacées sont davantage en contact et en interaction avec les populations locales que dans les camps, où la mise à distance est plus forte et les effets de barrière, multipliés.

A l'échelle de l'agglomération, les *deslocados* sont très dispersés, il n'y a pas eu de constitution de quartiers ou de camps en périphérie à la différence de Khartoum (Pérouse de Montclos, 2001), de Mogadiscio (Pérouse de Montclos, 2000) ou de Luanda (Robson et Roque, 2001) pour ne citer que des villes africaines. Cela s'explique par les attaques régulières des quartiers périphériques par la Renamo à la fin des années 1980, mais aussi par des mécanismes d'insertion qui relèvent de l'informel. Ce sont les réseaux familiaux qui ont été les principaux supports de l'insertion résidentielle de ces populations. Dans leur grande majorité[8], les familles ont d'abord cherché refuge chez des parents proches qui vivaient déjà en ville avant la guerre.[9] La ville s'est donc développée « de l'intérieur ».
Par la suite, l'implantation des déplacés a obéi à une logique d'insertion dans les espaces disponibles. Les *deslocados* se sont installés sur tous les espaces vacants : zones industrielles, zones vertes, zones inconstructibles, décharges, etc., y construisant des cases en caniço (roseau) ou en matériau précaire.

[8] plus de 90% des personnes interrogées
[9] Dans certains cas, le père travaillait déjà à Maputo avant la guerre et le reste de la famille habitait toujours à la campagne. L'insécurité provoquée par les attaques a contraint les autres membres de la famille à rejoindre le chef de famille. Mais souvent ces hommes n'avaient pas leur propre maison et louaient tout au plus une chambre. Beaucoup de familles du sud du Mozambique avaient des parents qui avaient migré à Maputo pour travailler.

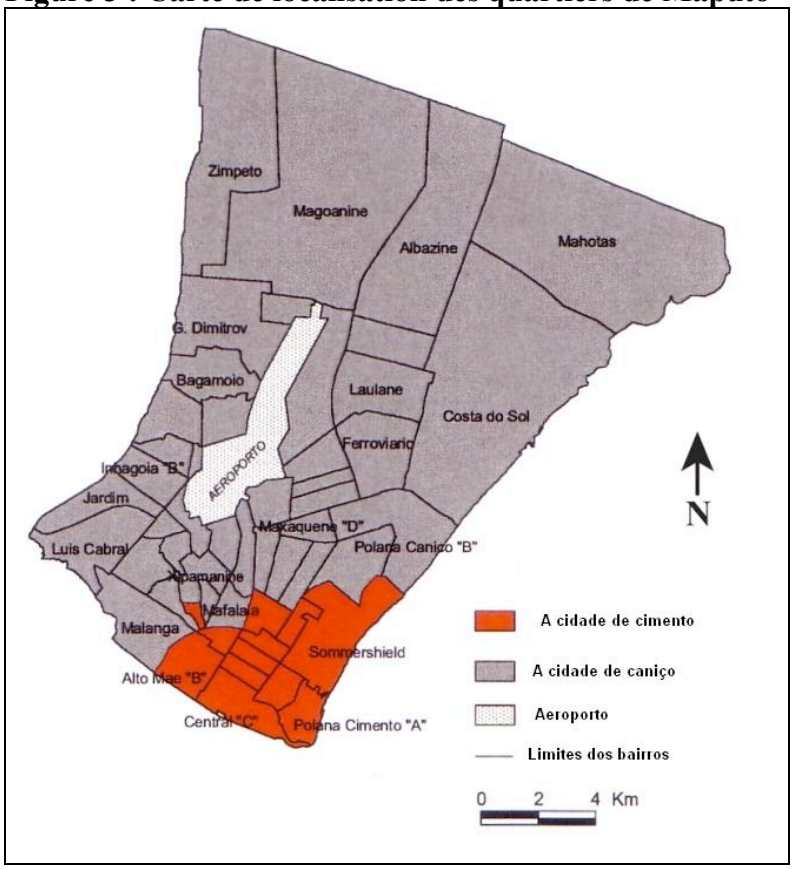
Photographies du quartier de Luis Cabral
Cliché : J. Vivet, 2007 et 2008

Quartier « Magude 2 » créé entre la voie rapide et le chemin de fer

Maison de caniço et agriculture familiale

Mais si l'on change d'échelle, on observe une concentration spatiale des *deslocados* dans certaines zones. Il existe de nombreux micro-quartiers qui se sont constitués uniquement pendant la guerre, comme c'est le cas du « bairro Magude » (cf. photos aériennes). Ce quartier qui rassemblait en majorité des déplacés originaires du district rural de Magude est toujours connu aujourd'hui comme « le quartier des *deslocados* » à Maputo (Naife, 2002). La concentration de déplacés en un lieu précis aux frontières spatialement délimitées a largement contribué à l'identité de ce quartier et à sa visibilité aux yeux des autres citadins et des pouvoirs publics.

Figure 3 : Carte de localisation des quartiers de Maputo



Source : Carte réalisée par C. Henriques et adaptée par J. Vivet

Cette dispersion des déplacés à l'échelle de la ville les rend évidemment moins visibles, ce qui peut poser des difficultés méthodologiques aux chercheurs, et rend plus difficiles les premières enquêtes. Mais la dispersion spatiale des *deslocados* et leur insertion dans des réseaux familiaux préexistant à leur arrivée en ville constituent un nouveau cadre de réflexion pour le lien entre identités et territoires. Ces éléments sont des facteurs d'explication à l'absence de regroupements des déplacés sur la scène publique et sur la scène politique, entendue au sens large.

3. Des déplacés invisibles dans l'espace public

Au-delà de la dimension strictement spatiale, on observe une absence des déplacés dans l'espace public mozambicain. L'espace public est ici entendu dans son acception métaphorique de lieu où se forme l'opinion publique, par exemple les médias, les outils de communication, les associations, etc. Il n'existe aucune association ou regroupements de *deslocados* à Maputo, alors qu'il s'en est formé de nombreuses à Abidjan par exemple (Alobe, 2006). En Côte d'Ivoire, certains déplacés se sont mobilisés et même engagés politiquement, cherchant à faire reconnaître leur statut de victime de guerre, tel que ce statut avait été défini lors des accords de Marcoussis. Des associations ont peu à peu émergé et ont su dans certains cas faire entendre leurs voix et leurs revendications. Par divers moyens, les déplacés se sont inscrits dans le jeu politique local et sont devenus des acteurs à part entière. A Khartoum, il existe aussi des associations, plus ou moins formalisées, rassemblant des personnes originaires de la même région ou du même village (Pérouse de Montclos, 2001). Les regroupements de déplacés ont ainsi des objectifs divers : s'assurer une reconnaissance officielle ou faire respecter leurs droits. La mobilisation d'un groupe est aussi souvent un moyen d'obtenir des ressources économiques. L'identité de « déplacé » existe alors et est envisagée comme une possible ressource économique, sociale ou politique.
L'absence d'organisations et de structurations révèle parfois une certaine vulnérabilité ou des formes de domination et d'oppression. L'absence totale des déplacés sur la scène publique est d'autant plus marquante que les anciens combattants, en particulier ceux de la guerre de libération bénéficient de nombreuses structures (associations, ministère, etc.), et constituent un véritable lobby. La guerre de libération nationale est survalorisée, fondatrice d'une mémoire positive de la nation mozambicaine. Au contraire, la guerre civile, objet de débats et controverses fait l'objet d'un certain tabou dans la société mozambicaine (Geffray, 1990 ; Cahen,1987 et2006 ; Chingono, 1996 ; Finnegan, 1992 ; Venancio, 1998) . Les enjeux de ce silence sont évidemment liés à la réconciliation nationale et à la mémoire du pays (Igreja, 2008).

Comment analyser plus en détail cette invisibilité des déplacés à Maputo ? Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Tout d'abord, être déplacé ne leur a donné droit à aucune forme de compensation ou de soutien de la part des pouvoirs publics ou des ONG. Officiellement et légalement, comme nous l'avons vu, les déplacés installés en ville ne sont pas comptabilisés comme tels et n'existent pas. Au contraire, le fait de s'être installé en ville pour fuir la guerre et être considéré comme « déplacé » les a plus souvent mis en difficulté, soit lors de leur arrivée ou même une fois la guerre achevée. Les *deslocados* étaient uniquement autorisés à s'installer de façon temporaire. Citadins de seconde zone, ils ne pouvaient obtenir une « carte de résident ». Nombre d'entre eux ont subi des pressions pour repartir dans leur « zone d'origine ». De nombreux articles dans la presse des années 1980 et du début des années 1990 établissent un parallèle entre le nombre de déplacés en ville, l'augmentation des petits trafics, du commerce informel et de la criminalité. Leur « droit à la ville » était largement contesté par une partie des autorités urbaines. Il faut rappeler aussi que

le Mozambique était un Etat autoritaire où le multipartisme et la liberté d'association sont très récents (1991). Malgré la démocratisation de la société, le contrôle social et politique du Frelimo demeure encore très important à Maputo et constitue un frein incontestable aux possibles revendications. Par ailleurs, l'immense majorité des déplacés arrivés à Maputo étaient d'anciens paysans, particulièrement pauvres et au niveau scolaire très faible ; ils ne disposaient souvent pas du capital social et culturel leur permettant de revendiquer un certain nombre de leurs droits. C'est en ce sens que l'invisibilité peut alors être la marque de mécanismes d'oppression.

D'autre part, il s'agit de trajectoires individuelles et familiales et non collectives. Chacun est arrivé par ses propres moyens, avec les seuls membres de sa famille. Il n'y a pas eu de déplacement de villages entiers qui seraient arrivés ensemble dans la capitale. La guerre au Mozambique n'a jamais mobilisé de ressort ethnique. Dans toutes les provinces, l'ensemble de la population civile a souffert de la guerre et les *deslocados* ne forment pas un groupe ethnique homogène avec des caractéristiques culturelles particulières. L'intégration urbaine et la création de nouveaux réseaux de sociabilité, comme on l'a vu, se sont effectuées dans le cadre familial et non pas en rapport avec d'autres *deslocados* (exception faite de certains *deslocados* de Magude ou de Luis Cabral). Cet élément nous invite à réfléchir sur ce qui peut distinguer ces anciens déplacés des autres migrants.

II. Invisibles car non distinguables des autres migrants ?

Les *deslocados* n'ont pas d'existence, de visibilité en tant que groupe constitué, que ce soit spatialement dans des quartiers définis et même politiquement et socialement. Mais si l'on change d'échelle d'analyse pour s'intéresser aux individus, existe-il des distinctions entre ces anciens déplacés et les autres migrants ? Est-ce uniquement le temps écoulé depuis leur arrivée qui les rend « invisibles », car assimilés ? Ou bien d'autres mécanismes identitaires peuvent-ils expliquer cette situation ? Les déplacés urbains constituent une catégorie particulièrement floue, aux frontières poreuses, qui interroge la dichotomie théorique entre migrant forcé et migrant économique.

1. Des déplacés devenus invisibles ?

Les déplacés sont dans une situation juridique floue et ne jouissent souvent d'aucun statut particulier, aussi peut-on se poser la question : « Jusqu'à quand est-on déplacé ? » (Brun, 2003 ; Evans, 2007). En situation de post-conflit, coexistent souvent différentes temporalités et agendas, qui en fonction des acteurs qui les représentent, correspondent à des réalités différentes. Les agendas des gouvernements et des organismes internationaux chargés de gérer les opérations de rapatriement, ne coïncident pas souvent avec le temps dans lequel s'inscrivent les déplacés eux-mêmes. Du temps officiel, au temps intime et personnel se déclinent des réalités diverses et mouvantes qui ne sont pas prises en considération.

Une fois la guerre achevée et les accords de paix signés, les autorités organisent le retour des déplacés et des réfugiés. Ce processus, qui s'étale sur plusieurs années quand il concerne des millions de personnes, cesse de façon plus ou moins arbitraire, dépendant de l'agenda établi au départ entre les différents protagonistes. Une fois le rapatriement officiellement achevé, on déclare d'un jour à l'autre qu'il n'y a plus de déplacé dans le pays. Tous les déplacés n'ayant

pas rejoint leur zone d'origine deviennent alors des migrants comme les autres. Cette catégorie d'individus n'existe plus, affirmation unilatérale qui correspond à des impératifs économiques et politiques, mais qui ne correspond aucunement à la réalité de la situation dans les zones concernées. C'est ce qui s'est passé au Mozambique, comme en Angola, plus récemment[10]. Théoriquement, on passe de façon fluide de la phase d'urgence à la phase de développement. Et théoriquement, du jour au lendemain, il n'existe plus de déplacés. Mais qu'en est-il sur le terrain ? Ces personnes se considèrent-elles toujours comme des déplacés ? Peut-il y avoir coïncidence entre un statut officiel et un sentiment intime ? Les discours sont divergents aussi bien au Mozambique qu'en Angola où la paix est beaucoup plus récente (2002). A Maputo, rares sont ceux qui se déclarent spontanément être des « réfugiés » à l'heure actuelle ; cependant, nombre d'entre eux ont toujours peur d'être perçus comme tels et de pouvoir être renvoyés à la campagne alors même qu'ils sont arrivés à Maputo il y a une quinzaine ou une vingtaine d'années. Ils ressentent donc le fait qu'ils sont toujours considérés par certains chefs de quartier comme des « déplacés » et non comme des citadins à part entière. Beaucoup d'entre eux pensaient que leur installation en ville était transitoire et qu'ils allaient repartir ensuite. Leurs pratiques urbaines et leur insertion répondaient donc à une logique à court terme et non pas à long terme.

On peut poser comme hypothèse qu'au cours du temps, la spécificité de la migration forcée et les traumatismes qui lui sont liées sont allés en s'atténuant. Ainsi, les déplacés seraient particulièrement visibles, remarquables, dans un premier temps, avant de s'intégrer dans un lent processus à la société urbaine d'accueil et d'adopter les mêmes pratiques et les mêmes codes. Ils se distinguaient davantage des autres citadins par leurs pratiques urbaines, leurs comportements socio-économiques. A. Benard da Costa a mis en évidence ces aspects dans son étude menée à la fin de la guerre dans plusieurs quartiers de la capitale (Benard da Costa, 1994). Ces différences s'expliquent à la fois par le fait qu'il s'agit de ruraux brutalement transplantés en ville, mais aussi car ils sont arrivés sans aucune ressource pour la plupart, et se sont retrouvés dans une situation d'extrême pauvreté, contraints de développer des stratégies de survie quotidienne. Par ailleurs, leur arrivée massive en ville, dans un laps de temps relativement court a contribué à renforcer la crise et la saturation urbaine et a rendu plus difficile leur insertion économique et sociale (Oppenheimer et Raposo, 2001 ; Ibraimo, 1994). A la différence des autres migrants, ils sont arrivés à Maputo dans un contexte de crise exceptionnel qui a conditionné en partie leur survie et leur insertion et les a rendus plus visibles dans les premières années.

2. Des migrants comme les autres ?

Les *deslocados* sont-ils pour autant des migrants comme les autres ? Leur invisibilité reviendrait à conclure qu'ils ne se distinguent d'aucune sorte des autres migrants installés à Maputo. Les agences humanitaires et les médias ont contribué à construire une certaine image du « réfugié » et du « déplacé » qui n'est pas toujours en concordance avec la réalité de la vie quotidienne de ces personnes et qui est présentée comme très éloignée des conditions de vie des autres migrants. Mais les oppositions ne sont pas aussi nettes, comme le souligne D. Bertrand : *« Some migrants are refugees and some refugees are migrants, their profile are mixed and evolve through time"* (Bertrand, 1998 : 111). M Evans dans son article sur les déplacés en Casamance a bien montré que les frontières sont perméables entre les catégories

[10] REPUBLICA DE MOCAMBIQUE (août 2005) *Tema reintegração das populações deslocadas experiência de Moçambique,* Maputo (non publié). Et U.N. (Juin1994) *Post-war movements in Mozambique,* United Nations operations in Mozambique, office for humanitarian assistance coordination, Maputo. U.N. (1995) *The United Nations and Mozambique (1992-1995),* DPI-New-York, UN publication.

de « déplacés », « réfugiés » et « migrants » (Evans, 2007). Certains ont pu migrer en ville quelques années pour chercher du travail, avant de revenir dans leur village pour le fuir à nouveau à cause du conflit. Il est clair qu'en fonction de leur connaissance préalable de la ville, les individus ont des comportements et des stratégies très diverses. A Maputo, on retrouve le même type de migrants « hybrides » qui ont appartenu au cours de leur vie à l'une ou à l'autre de ces « catégories ». Un des enjeux théoriques de la question de la visibilité des déplacés repose donc sur la différence entre migration économique « traditionnelle » et migration forcée. Le cadre conceptuel construit essentiellement à partir des causes est-il pertinent pour rendre compte de la complexité des flux migratoires ? Ne peut-on pas envisager d'étudier la diversité des migrants dans le processus d'insertion ? L'étude de l'anthropologue A. Monsutti[11] sur les stratégies des Hazaras en Afghanistan s'inscrit dans ces débats et questionne l'opposition tranchée entre migrants économiques et réfugiés.

De manière générale, un premier élément de différenciation entre IDP et migrants provient de l'attribution ou non d'un statut officiel et d'avantages qui y sont liés. Le processus de catégorisation institutionnalisé par les pouvoirs publics, est porteur de différenciations entre les individus. Ainsi, C. R. Duncan (2005) dans son étude sur l'Indonésie montre comment la reconnaissance officielle des IDP introduit des différences avec les autres migrants, entraînant perceptions négatives et jalousie. C. Brun (2003) explique que cette désignation politique est constitutive des identités et interfère dans les interactions avec les autres habitants. Qu'en est-il à Maputo où les déplacés ne jouissaient d'aucun droit particulier ? En effet, très peu de temps après la fin de la guerre, les déplacés en ville se sont retrouvés peu ou prou mêlés et assimilés par les pouvoirs publics comme faisant partie de la masse des migrants venus trouver de meilleures conditions de vie à Maputo.

Une différence nette réside dans le profil des déplacés par rapport aux migrants « économiques ». En effet, dans le schéma classique des migrations de travail vers la ville (schéma contesté dans certains cas, car il tend à se complexifier), les migrants sont avant tout des hommes jeunes (Antoine et Coulibaly, 1989). Ces hommes quittent leur région ou leur village en quête de meilleures conditions de vie. La migration peut être saisonnière, pour assurer une complémentarité des revenus familiaux, ou définitive. Dans le cas des migrations forcées et dans le contexte spécifique de guerre civile au Mozambique, les mouvements de masse ont concerné avant tout les femmes et les enfants (Benard da Costa, 1994 ; Araujo, 2003). Cela s'explique aisément du fait que beaucoup d'hommes étaient engagés militairement et que dans les provinces méridionales, les hommes étaient employés en masse dans les mines sud-africaines ou dans les industries de la capitale. Traditionnellement, dans les villes mozambicaines, les hommes sont plus nombreux que les femmes, mais une des conséquences de la guerre est justement la féminisation des villes. Ces mouvements migratoires étaient absolument inédits. Les femmes se sont vues confier des responsabilités inédites, elles avaient en charge la famille. Ces femmes, souvent analphabètes et sans formation, se sont retrouvées à la tête d'un foyer et ont participé à l'émergence d'une nouvelle culture urbaine.

Par ailleurs, les familles de déplacés sont plus souvent éclatées ou dispersées, la guerre ayant entraîné des séparations et des recompositions. Ils ont un niveau scolaire très bas et des possibilités économiques limitées. Beaucoup d'entre eux, même s'ils vivent à Maputo depuis longtemps vivent toujours dans des conditions très précaires, en dessous du seuil de pauvreté (Serra, 2003 ; Raposo et Oppenheimer, 2002 et entretiens personnels). Ils n'ont pour la plupart pas eux de possibilités d'accumulation de capital leur permettant d'améliorer leurs conditions de vie. Ils présentent des similitudes avec les franges urbaines les plus pauvres de

[11] MONSUTTI A. (2004) *Guerres et migrations, réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d'Afghanistan,* Ed. de l'Institut d'ethnologie, Neuchâtel, Paris.

la population. A cet égard, Loren Landau souligne que les stratégies des réfugiés urbains rencontrent celles des groupes marginalisés, des pauvres (Landau, 2004). Ils s'insèrent comme eux dans l'économie informelle.

Sur le plan socio-économique, il existe donc bien des divergences et des similitudes entre les anciens déplacés et les autres migrants. Qu'en est-il sur le plan culturel et identitaire. Il semble que ce soit surtout dans leurs rapports complexes à la ville et à leur zone d'origine que les *deslocados* se distinguent.

3. Une identité et un rapport au territoire spécifique ?

Les *deslocados* constituent-ils une entité, partagent-ils une identité ou s'agit-il simplement d'un rassemblement d'individus aux parcours, aux aspirations et aux modes de vie différents ? La question identitaire est un facteur essentiel pour comprendre ensuite les enjeux de pouvoir et contre-pouvoir sur l'échiquier urbain. Si ces individus ou groupes d'individus sont dispersés, ils ne portent pas de réclamations communes. Est-ce que leur « statut » de déplacés peut être un facteur de cohésion ou bien leur identité dépend-elle d'autres éléments ?

L'origine ethnique et plus largement l'origine culturelle des déplacés joue un rôle non négligeable pour l'activation de réseaux, les interactions et l'insertion. L'adaptation est facilitée si les *deslocados* appartiennent au même groupe ethnique que la population citadine, s'ils parlent la même langue. Or, la grande majorité des *deslocados* à Maputo provenait des régions sud du Mozambique (80%) et parlaient donc le Changane, langue véhiculaire à Maputo. Cette proximité linguistique a favorisé leur adaptation à ce nouveau contexte, à la différence des migrants du nord du pays, venus plus récemment et qui sont aujourd'hui stigmatisés par une partie de la population urbaine. M. Lavergne (1999), qui a étudié les populations déplacées du sud Soudan explique que ces nouveaux venus constituaient un groupe culturel aux caractéristiques spécifiques et se démarquaient assez nettement des autres citadins. Dans les villes cosmopolites, ces effets de proximité ethnique semblent moins jouer, alors que les répartitions claniques sont plus évidentes dans les bourgades. La ville joue le rôle de creuset et on assiste alors au processus d'acculturation urbaine.

Mais si l'on se place à une autre échelle, celle de l'individu, on observe alors les éléments les plus significatifs. Ces anciens déplacés sont des déracinés ce qui pose au centre du questionnement la problématique de l'identité et du rapport au territoire « perdu » et à la ville. Le fait d'avoir été déplacé, exilé, est-il un élément fondamental de leur identité ? Les études de Santos e Silva (1993) et de Benard da Costa (1994) ont été menées « à chaud » sans recul réel pour évaluer l'impact de la migration forcée sur leur rapport à la ville et à leur zone d'origine, sur leurs pratiques quotidiennes. V. Agadjanian dans deux articles différents abordent de loin ces aspects, questionnant les pratiques religieuses (1999) et les caractéristiques sociologiques des femmes déplacées à Maputo (1998). D. Bertrand a montré en Asie du sud-est dans une approche ethnologique qu'il est parfois difficile d'établir une claire différence entre le migrant et le réfugié. Cette différence se base sur le texte de la convention de Genève, mais à quelle réalité correspond-elle sur le terrain ? Il insiste sur le langage et la façon de se présenter et de se définir des réfugiés et des migrants, discours qui révèlent toute la complexité de ces identités (Bertrand,1998)

Au Mozambique, « *Faire partie d'une famille implique d'être d'un lieu»*[12] c'est la « *terre d'origine* », « *la terre natale* » écrit A. Benard da Costa (2006 : 161). Il y a une association très profonde entre l'identité familiale et un lieu géographique. La terre natale, où sont enterrés les ancêtres, revêt une dimension sacrée. Comment s'opère la reconstruction identitaire et territoriale quand il y a rupture géographique avec ce territoire fondateur ? Pour ces *deslocados*, le rapport à la ville est complexe, voire contradictoire puisque la ville symbolise le lieu de l'inconnu, le lieu de la perte identitaire et de la perte de repères, mais aussi le lieu refuge, le lieu qui assure la sécurité. Les *deslocados* se sont retrouvés comme des étrangers en ville car ce sont avant tout des migrants, des ruraux transplantés en ville de façon brutale, qui doivent s'adapter à cette nouvelle vie citadine. La ville apparaît ainsi comme le territoire de l'exil avant de devenir au fil des années un lieu d'enracinement, d'appropriation et d'appartenance. Les rapports à la ville sont évidemment divers selon les individus mais cette tension, ce sentiment contradictoire parcourt la majorité des déplacés. Ils entretiennent également des rapports complexes avec leur zone d'origine qui constitue pour certains un territoire fantasmé et idéalisé et pour d'autres un territoire renié, refoulé, entaché de violence et de souffrances.

Conclusion

Les déplacés, d'abord sous les feux médiatiques au moment de l'urgence quand le conflit atteint son paroxysme, tombent souvent très vite dans l'oubli. Le temps médiatique, le temps de l'humanitaire, le temps de la reconstruction et du développement et le temps de la recherche ne sont pas les mêmes. A Maputo, les anciens *deslocados* apparaissent comme des « oubliés de l'histoire », populations aux parcours mal connus et dont la reconnaissance a été très partielle. Le jeu politique local et les formes spatiales et sociales de la ville ont contribué à rendre cette population invisible. Ils ont été considérés très rapidement comme des migrants venus trouver de meilleures conditions de vie en ville et n'ont jamais été réellement perçus comme des victimes de la guerre. On revient ici à un point fondamental, ce que R. Zetter appelle les « labels » et qui sont constitutifs de l'identité de ces personnes et ont des conséquences réelles sur leurs conditions de vie (Zetter, 1994 et 2007). Selon lui, ces labels « forment, transforment et politisent les identités ». En l'absence de politiques spécifiques et de forte hétérogénéité culturelle et sociale, ces déplacés deviennent « invisibles » aux yeux de la société et c'est l'analyse de leurs constructions territoriales et de leurs rapports aux territoires qu'ils parcourent qui semble la plus révélatrice de leur condition particulière. Dire l'invisible peut alors être un acte positif, le moyen de faire entendre certaines des voix de ces anciens déplacés.

[12] BENARD DA COSTA A., (2006), « Urbanos e rurais, circulação e mobilidade nas famílias da periferia de Maputo », in *Lusotopie XIII,* Bordeaux, pp. 147-162.

Bibliographie

- ALOBE Richmond. (sept. 2006), *Le déplacé engagé et le déplacé non-engagé, les figures contradictoires de l'expérience du déplacement et du vécu des populations déplacées à Abidjan*, Mémoire de science politique, Paris 1, Master recherche "Etudes africaines", Dir. M. Agier, J. Valluy.
- ANTOINE P., COULIBALY S. (dir.) (1989) *L'insertion urbaine des migrants. Actes du séminaire CRDI-ORSTOM-URD*, Lomé 10-14 février 1987, Paris, ORSTOM.
- AGADJANIAN, Victor (1998), "Trapped on the margins: social characteristics, economic conditions, and reproductive behaviour of internally displaced women in urban Mozambique». in *Journal of refugees studies* 11, 284-303.
- AGADJANIAN Victor (1999), "As igrejas ziones no espaço sociocultural de Moçambique urbano (anos 1980 e 1990), in *Lusotopie,* Bordeaux, pp. 415-423.
- ARAUJO Manuel. (2003) "Os espaços Urbanos em Moçambique" in *GEOSUP-Espaço e tempo*, São Paulo, n°14, pp.165-182.
- BENARD DA COSTA Ana. Susa (1994) *Os deslocados em Moçambique. Estudo de famílias deslocadas na cidade de Maputo: Analise das relações e comportamentos soci económicos,* Mestrado em Estudos Africanos, Instituto superior de Ciências do Trabalho e da empresa da Lisboa, Lisbonne.
- BENARD DA COSTA Ana (2006), « Urbanos e rurais, circulação e mobilidade nas famílias da periferia de Maputo », in *Lusotopie XIII,* Bordeaux, pp. 147-162.
- BERTRAND D, (1998), « Refugees and migrants. Migrants and refugees. An ethnological approach" in *International migration*, vol 36 (1), 1998, IOM, Blackwell publishers, Oxford.
- BRUN Catherine (2003) Local citizens or internally displaced persons? dilemmas of long term displacement in Sri Lanka. *Journal of refugees studies* 16, 376-397.
- CAMBREZY Luc, LASSAILLY-JACOB Véronique (dir.) (2001), *Populations réfugiées. De l'exil au retour*. Paris, Colloques et séminaires, IRD, pp.151-182.
- CAMBREZY Luc (2001), *Réfugiés et exilés. Crise des sociétés, crise des territoires,* Paris, Ed. des Archives Contemporaines.
- FRESIA Marion (2005), « Entre mise en scène et non dits : comment interpréter la souffrance des autres ? » *in* Bouillon F, M. Fresia, V. Tallio (dir).*Terrains sensibles, expériences actuelles de l'anthropologie*, CEA, EHESS, Paris.
- IBRAIMO M. A. (1994) *Crescimento da População Urbana e Problemas de Urbanização da Cidade de Maputo*, Série Pop e Desenvolvimento, Doc. nº 11, Unidade da População, DNE, Maputo.
- GEFFRAY Christian (1990) *La cause des armes au Mozambique*, Paris, Karthala.
- IGREJA V. (2008), "Memory as weapons: the politics of peace and silence in postcivil war Mozambique" in *Journal of southern African studies,* vol. 34 n°3.
- JACOBSEN, Karen (2006) "Urban refugees" in *Journal of refugee studies*. Oxford: Oxford university press.
- LASSAILLY-JACOB Véronique (1999) « Migrants malgré eux. Une proposition de typologie », *Déplacés et réfugiés. La mobilité sous contrainte,* Colloques et séminaires, IRD, Paris.
- LASSAILLY-JACOB Véronique MARCHAL Y. QUESNEL André (dir.) (1999) *Déplacés et* réfugiés. La mobilité sous contrainte, Colloques et séminaires, IRD, Paris.
- LAVERGNE M. (1999) « De la cuvette du Haut-Nil aux faubourgs de Khartoum. Les déplacés du Sud-Soudan » in LASSAILLY-JACOB V. MARCHAL Y. QUESNEL A. (dir.). pp. 109-136.
- LE HOUEROU Fabienne (2004) *Migrants forcés éthiopiens et érythréens en Egypte et au Soudan*, Paris, L'Harmattan, Coll. Comprendre le Moyen Orient.

- LANDAU Loren (2004), *Research Guide: Urban refugees*. 39p. Consulté sur internet en juin 2007 : http://www.forcedmigration.org/guides/fmo024/
- MERTEENS D. (déc 2001) « Populations déplacées en Colombie et insertion urbaine *»,* *Annales de la recherche urbaine,* n° 91, Paris, pp.118-127.
- MAURIAT J. (2001) « Les camps de réfugiés palestiniens à Beyrouth 1948-1998 »,in CAMBREZY L., LASSAILLY-JACOB V. (dir.) *Populations réfugiées. De l'exil au retour*. Paris, Colloques et séminaires, IRD, pp.151-182.
- MONSUTTI André (2004) *Guerres et migrations, réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d'Afghanistan,* Editions de l'Institut d'ethnologie, Neuchâtel, Editions de la maison des sciences de l'homme, Paris.
- NAIFE A. J.(2002) *« Bairro Magude », o surgimento e fixação dos quarteirões 23-27 do bairro de Urbanização (1988-2000)*, Dissertaçao de licenciatura em Historia, UEM, Maputo (non publié).
- NATIONS UNIES. (2000) *Les réfugiés dans le monde : cinquante ans d'action humanitaire*, Genève-Paris, Éd. Autrement.
- OPPENHEIMER Jochen, RAPOSO Isabel (2001) *Urbanizaçao acelerada e Luanda e Maputo, impacto da Guerra e das transformações socio-economicas,* Lisbonne, CESA.
- PEROUSE DE MONTCLOS Marc Antoine (avril 2000) *Villes en guerre en Somalie, Mogadiscio et Hargeisa,* Paris, CEPED, dossier n°59.
- PEROUSE DE MONTCLOS Marc Antoine (septembre 2001) *Migrations forcées et urbanisation : le cas de Khartoum,* Paris, CEPED, dossier n°63.
- PEROUSE DE MONTCLOS Marc Antoine (janvier 1999) « Déplacements forcés et urbanisation dans une petite ville de province : l'exemple de Garissa au Kenya », *Les cahiers de l'IFRA,* n°15, Nairobi, p.4-16.
- RAPOSO Isabel, OPPENHEIMER Jochen (2002) *A pobreza em Maputo*, Lisbonne, Ministerio do trabalho e solidariedade/ departamento da cooperação.
- SANTOS e SILVA A. (Maio 1993) « Estudos exploratórios sobre a comunidade de « *deslocados* » do bairro de Urbanização de Maputo. Uma perspectiva sociológica », in *Estudos Moçambicanos*, Maputo, UEM.
- SERRA Carlos. (2003) *Em cima de uma lâmina, Um estudo sobre precariedade social em três cidades de Moçambique*, Maputo, Impressa Universitaria.
- RAIMUNDO Inês (2002) *From civil war to floods: implication for internal migration in Gaza province,* M.A. University Witwatersrand, Johannesburg (non publié).
- REPUBLICA DE MOCAMBIQUE (aôut 2005) *Tema reintegração das populações deslocadas experiência de Moçambique,* Maputo (non publié).
- ROBSON Paul, ROQUE Sandra (2001), *"Aqui na cidade, nada sobra para ajudar",* Luanda, ADRA, DW.
- U.N. (Juin1994) *Post-war movements in Mozambique,* United Nations operations in Mozambique, office for humanitarian assistance coordination, Maputo.
- U.N. (1995) The United Nations and Mozambique (1992-1995), DPI-New-York, UN publication.
- ZETTER Roger (1994) « Labelling refugees: Forming and transforming an identity » in *Journal of refugee studies,* Vol. 4, n°1.
- ZETTER Roger(2007) "More labels, fewer refugees: remaking the refugee label in an era of globalization, *JRS*, vol 20, n°2,pp.172-192